

Subsides

M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je vous remercie de me donner cette occasion de participer à ce débat important. Il est important parce que je constate que l'actuel ministre des Finances (M. Chrétien) a déclaré le 7 novembre 1977, qu'il faudrait désormais respecter une nouvelle procédure concernant les crédits provisoires et qu'un bill à cet effet serait présenté dans lequel seraient énoncées les intentions du gouvernement et qui donnerait naturellement certaines indications sur la nouvelle procédure visant à donner à la Chambre la possibilité de tenir un débat normal à ce sujet.

Nous avons donc un bill devant nous mais en autant que je suis concerné, ce n'est pas sur ce bill que nous devrions maintenant faire porter notre attention. Je suis de nouveau outré par le peu de confiance qu'on peut accorder au gouvernement.

Je voudrais me reporter à la page 646 du *hansard* du 7 novembre 1977 qui se lit comme suit:

Auparavant, l'autorisation d'emprunter était normalement demandée dans l'une des premières lois de subsides d'une nouvelle année financière. La procédure établie de longue date consistait à insérer un article demandant de nouveaux pouvoirs d'emprunt dans les bills de subsides présentés à la Chambre. Toutefois, et les députés, ne l'ignorent pas, cette procédure ne permettait pas de discuter du fait que le gouvernement demandait ces autorisations. Au cours des deux dernières années, sur la recommandation du comité permanent de la procédure et de l'organisation et après entente entre les leaders à la Chambre, une journée a été réservée à l'étude de cette question. De plus, il a été convenu que le gouvernement recourrait à une autre procédure pour obtenir les nouveaux pouvoirs d'emprunt.

Je voudrais insister sur ce point. La déclaration se poursuit ainsi:

Le gouvernement a l'intention de présenter sous peu un bill établissant une nouvelle procédure permettant de débattre la question comme il se doit.

J'ignore où est ce bill. Nous sommes extrêmement déçus. Nous ne savons pas quelle est la procédure utilisée, et je n'appelle pas cela un débat normal. D'après ce que je comprends, ce bill doit franchir toutes les étapes ce soir même.

En outre, l'impudence du gouvernement m'inquiète. Il demande plus d'argent, soit une somme additionnelle d'environ 5 milliards de dollars, à l'heure où l'opposition et tous les Canadiens réclament instamment un budget qu'on leur a jusqu'ici refusé. Si je ne m'abuse, nous ne devons pas nous attendre à en avoir un. En fait, tous les députés de la Chambre sont prêts à parier que nous nous présenterons devant le peuple sans avoir vu l'ombre d'un budget. Tout gouvernement devrait avoir honte d'afficher pareille attitude, surtout si l'on tient compte que le pays est dans un beau gâchis.

● (1552)

Je ne comprends pas le gouvernement. Voilà dix ans que nous nageons dans l'ineptie et les erreurs de gestion, et les ministres continuent à nous dire que tout va bien. C'est effarant de voir à quel point le gouvernement pousse la malhonnêteté et l'incompétence. Quand je pense aux énormes erreurs de prévisions, dont font les frais les chômeurs, les personnes vivant de revenus fixes et les pauvres, il me semble que les conseillers économiques du gouvernement laissent beaucoup à désirer. Ils se sont trompés dans leurs prévisions, tant en ce qui concerne la croissance économique que l'inflation et le chômage; et pourtant le ministre des Finances nous a fait savoir à plusieurs reprises qu'il avait toute confiance en eux. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils sont incompétents car je pense que ce serait injuste, mais il me semble que d'après les

conseils qu'ils donnent au ministre des Finances, leur jugement laisse beaucoup à désirer. Par ailleurs, lui-même ne semble pas se rendre compte des mauvais avis qu'on lui donne.

On ne doit pas s'étonner après cela que personne n'ait confiance dans notre pays. Nous nous dirigeons allègrement vers le désastre économique. Nous posons au ministre des Finances des questions très graves à la Chambre. Il n'y a pas de quoi rire, lorsque l'on sait que le Canada compte entre un million et un million et demi de chômeurs, si l'on compte les chômeurs non avoués. Que fait le ministre? Il esquive nos questions par des réponses facétieuses, des dérobades, et grâce au chambard des députés de l'arrière-ban qui réagissent comme des brutes, et dont l'attitude vis-à-vis des épreuves des chômeurs ne laisse pas de me surprendre.

Ce qu'il nous faut ici, et je ne sais pas ce que nous allons avoir, jusqu'à ce qu'il y ait des changements au gouvernement, ce sont des prévisions à moyen et à long termes sur lesquelles on puisse se baser en termes de croissance, d'inflation et de chômage. Nous sommes loin du compte à présent.

Au sujet du sommet économique du mois dernier, qui a été un triomphe pour les provinces et un désastre pour le gouvernement fédéral, il m'a semblé que c'étaient les provinces qui donnaient le ton. J'ai entendu premier ministre après premier ministre indiquer leurs plans de relance de l'économie. Le premier ministre (M. Trudeau) et le ministre des Finances et tous les autres écoutaient craintivement jusqu'à ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie) récite son boniment concernant les emplois. C'était une des présentations les plus malhonnêtes que j'aie jamais entendues, et le ministre sourit.

J'aimerais citer un article de Don McGillivray dans le *Citizen* d'Ottawa du 10 mars:

Le rêve du ministre des Finances, Jean Chrétien, d'un bon début de relance cette année, sans stimulation supplémentaire, s'est évanoui devant les statistiques peu encourageantes:

J'aimerais en lire quatre ou cinq lignes encore.

Les Canadiens économisent plus: 11.2 p. 100 de leurs revenus après impôt au cours des trois derniers mois de 1977, par rapport à 10.4 p. 100 au cours du trimestre précédent.

Autrement dit, ils n'ont pas confiance dans le gouvernement actuel ou dans l'économie . . .

Les investissements commerciaux ne montrent aucun signe de regain. Ils ont baissé de 162 millions de dollars, ou 1.6 p. 100, au cours du dernier trimestre de 1977, compte tenu des facteurs saisonniers.

Cela aussi montre qu'ils n'ont aucune confiance dans le gouvernement actuel ou dans l'économie.

Le dernier relevé de Statistique Canada des intentions de dépenses d'investissements commerciaux cette année révèle une hausse d'environ 1 milliard de dollars, soit 3.4 p. 100. Mais cela représente en fait une goutte d'environ 1 milliard de dollars en dollars de 1977, moins l'inflation.

Une autre preuve qu'ils n'ont aucune confiance dans le gouvernement actuel ou dans l'économie.

Les sociétés craignent de se retrouver avec des stocks trop importants en cas de baisse de la demande. Elles se sont donc mises à accumuler moins de marchandises, alors que c'était le contraire l'été dernier.

Aucune confiance!

Je l'ai dit l'autre jour, la situation est inquiétante dans le monde des affaires. Nous sommes au bord du gouffre, le chômage a pris des proportions catastrophiques et les prestidigitateurs du gouvernement essaient de nous faire gober qu'il ne faut pas s'inquiéter, que tout s'arrangera. On ne peut pas les croire car chaque fois qu'ils prétendent une telle chose, leurs prévisions en matière de croissance, d'inflation et de chômage